

Pour une approche transnationale des mouvements clandestins de résistance

Alya Aglan

DANS **BULLETIN DE L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN 2013/2 N° 38**, PAGES 69 À 80
ÉDITIONS **IRICE**

ISSN 1276-8944

DOI 10.3917/bipr.038.0069

Date de mise en ligne : 31/12/2013

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2013-2-page-69?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour IRICE.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Pour une approche transnationale des mouvements clandestins de résistance

ALYA AGLAN

« Fliegen
Heißt siegen
Über Zeiten
Und Weiten »

« Voler signifie vaincre à travers les temps et les espaces », slogan programmatique de la *Deutsche Lufthansa* pendant la guerre, semblait annoncer le caractère sans limite de la conquête allemande¹. « Toute la France, toute l'Europe est en prison »² constate Jean Guéhenno en novembre 1940. De l'annexion de l'Autriche, rebaptisée « Ostmark », le 13 mars 1938, jusqu'à l'attaque de l'URSS le 22 juin 1941, la dilatation expansive du Reich laisse l'impression d'une force irrésistible des armées allemandes. L'attaque de la Wehrmacht, stoppée devant Moscou fin octobre 1941, permet cependant l'occupation allemande de l'Ukraine, de la Biélorussie et des États baltes. En 1942, point culminant de la conquête, un vaste espace hégémonique, qui s'étend de l'Atlantique jusqu'au

¹ Alya Aglan est professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle travaille actuellement sur les résistances en Europe et a notamment publié *Le Temps de la Résistance*, Paris, Actes-Sud, 2008.

² Jean Guéhenno, *Journal des années noires (1940-1944)*, Paris, Gallimard, 2002, p. 38 (1^{re} éd. 1947).

Caucase, au Don et à la Volga, est formé en Europe au profit du III^e Reich et de ses alliés³.

Partout, la guerre a été perçue par les populations comme une injustice laissant en première ligne les civils démunis⁴. La Seconde Guerre mondiale, guerre totale, à la fois par la mobilisation des ressources et par la désignation d'ennemis absolus, transnationale par essence, se caractérise par l'imprégnation militaire des sociétés et par une intrusion du phénomène guerrier, débordant largement le cadre des armées, dans la sphère quotidienne, familière, intime même des individus au point que les distinctions entre civils, rebelles et militaires deviennent de plus en plus ténues. S'agit-il d'une guerre contre les civils ? Les résistances⁵ ont pour ambition commune la remise en état de guerre des sociétés dans leur intégralité, doublée d'une forte dimension d'exigence de justice. Dans son sens premier la résistance est la continuation de la guerre par d'autres moyens, notamment militaires comme l'illustre la pratique de la guerre irrégulière (guérilla). Mais il s'agit également d'une guerre psychologique, d'une guerre idéologique aux enjeux à la fois nationaux et internationaux et enfin d'une guerre civile nationale, transnationale dans le sens où elle travaille les frontières qu'elle transgresse leur conférant ainsi une grande

³ Yves Durand, *Le nouvel ordre européen nazi 1938-1945*, Paris, Éditions Complexe, 1990.

⁴ Roger Chickering, Stig Förster et Bernd Greiner (eds), *A World at Total War. Global Conflicts and the Politics of Destruction, 1937-1945*, Cambridge Cambridge University Press, 2005.

⁵ Pieter Lagrou, « Resistance », in John Merriman et Jay Winter (eds.), *Encyclopedia of the Age War and Reconstruction*, vol. 4, 2006, p. 2209-2216 ; Bob Moore, "Comparing Resistance and Resistance Movements", in Bob Moore (ed.), *Resistance in Western Europe*, Oxford, New York, Berg, 2000, p. 249-264 ; Henri Michel, *La guerre de l'ombre. La Résistance en Europe*, Paris, Grasset, 1970 ; Michael R. D. Foot, *Resistance. An Analysis of European Resistance to Nazism 1940-1945*, Londres, Eyre Methuen, 1977 ; Jørgen Hæstrup, *Europe Ablaze. An Analysis of the History of the European Resistance Movements 1939-1945*, Odense, Odense University Press, 1978, (1^{re} éd. 1976).

porosité⁶. En premier lieu, les résistances, « quatrième arme » selon les mots de Hugh Dalton, ministre britannique de l'Économie de guerre, partout apparues, constituent des réflexes de défense ou d'autoconservation des sociétés et des territoires nationaux face à l'agression des armées conquérantes, qu'elles soient allemandes ou italiennes, soviétiques, hongroises ou bulgares. Il faut d'emblée souligner l'extrême ductilité de ces mouvements de résistance aux conditions géographiques et à l'évolution chronologique des différentes formes d'occupation, trait commun principal, qui recouvre une large palette d'alliances et de comportements locaux. En prenant une définition large du phénomène résistant, à savoir toute réaction collective organisée pour contrer la présence de l'occupant, on peut tenter une approche globale du fait sans nécessairement opposer le militaire au politique, l'action clandestine à l'affrontement direct, sans pour autant conférer une homogénéité artificielle à des actions disparates et fondamentalement hétérogènes. La Résistance apparaît, selon Pierre Laborie, « comme un phénomène protéiforme en adaptation continue. Elle se construit dans la succession des événements, par et dans un mélange d'organisation de pensée, de bricolage, d'invention, d'improvisation dans l'urgence, de tension quotidienne entre le caractère impérieux du temps immédiat et la projection nécessaire dans un futur incertain où le dialogue avec la mort donne son vrai sens à l'espérance »⁷.

S'il se construit pendant la guerre, dans le discours, une unité performative de la Résistance, annonce d'un monde meilleur, qui vaut d'être interrogée pour les idéaux universels qu'elle charrie, il n'existe pas à

⁶ Sur la notion de guerre civile européenne, voir notamment Enzo Traverso, *1914-1945, La guerre civile européenne*, Paris, Editions Stock, 2007 ; Ernst Nolte, *La guerre civile européenne. National-socialisme et bolchevisme 1917-1945*, Paris, Perrin, 2000, (1^{re} éd. 1997).

⁷ Pierre Laborie, « La notion de Résistance à l'épreuve des faits : nécessité et limites d'une approche conceptuelle », in Coentlin Sellin (dir.), *Résistances, insurrections, guérillas. Les Géopolitiques de Brest*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 20.

proprement parler d'uniformité des réactions. Il s'agit ici d'en souligner les points communs dans le but de mettre en évidence des modèles proches mais divergents notamment en terme de chronologie et d'espace. Si les résistances en Europe s'affirment comme des phénomènes avant tout nationaux, il apparaît, en dehors des cadres étatiques, différentes circulations transnationales de combattants clandestins et, finalement, des convergences en vue de la formation d'une résistance aux aspirations proprement européennes.

L'antifascisme, pré-résistances et résistances en diaspora

L'antifascisme préfigure une forme de combat politique d'avant-guerre qui ne saurait se confondre avec les différentes formes de résistances apparues pendant la guerre tant les conditions de vie et de survie sont radicalement transformées par le fait militaire et l'occupation. Dans l'Italie de Mussolini, dès les années 1920, comme dans l'Allemagne de Hitler des années 1930, les oppositions au totalitarisme se trouvent réprimées de manière précoce et systématique par des exécutions sommaires, des emprisonnements arbitraires qui favorisent un vaste mouvement d'exil, notamment intellectuel, vers la France qui constitue un véritable pôle d'attraction⁸, l'Angleterre, les États-Unis ou l'Amérique du Sud principalement. Cet exil permet la continuation, à distance, du combat antifasciste par le développement d'une presse d'opposition imprimée à l'étranger et introduite clandestinement en Italie comme, par exemple, le journal communiste *l'Unita*. Des antifascistes italiens fondent, à Paris en 1927, la *Concentrazione antifascista* qui, sans le soutien des communistes, tente d'alerter l'opinion publique internationale par des publications, journaux et brochures. L'activité des groupes d'opposants en exil, Italiens,

⁸ *Réfugiés et immigrants d'Europe centrale dans le mouvement antifasciste et la Résistance en France (1933-1945)*, colloque international 17-18 octobre 1986, Paris, Institut d'histoire du temps présent/Université de Paris VIII, 2 vol.

Espagnols, Autrichiens et Allemands⁹, appuyée sur une forte tradition internationaliste mobilisée à partir de la guerre d'Espagne a, à coup sûr, servi de terreau à la fois aux résistances nationales et aux embryons de résistance européenne surgis à partir de 1943 et surtout en 1944. Les dirigeants sociaux-démocrates allemands, réfugiés à Prague dès 1933, fondent la Sopade (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), et s'installent à Paris en 1938 puis à Londres en 1940¹⁰. À partir de 1934, l'URSS encourage la constitution de fronts populaires. Un congrès antifasciste se tient à Bruxelles en 1935. À Paris, dès février 1936, un « Comité pour la préparation d'un front populaire allemand » est créé à l'image du Front populaire français. Heinrich Mann est élu à la tête du « Comité restreint » par les membres du « Cercle Lutétia » qui rassemble des émigrés allemands communistes, des sociaux-démocrates, des membres du Parti socialiste des travailleurs (SAP), des bourgeois-libéraux et des catholiques, soit une centaine de personnalités issues de l'opposition en exil¹¹. L'expérience est de courte durée : le front se disloque dès l'automne 1937. La guerre civile espagnole donne une large audience internationale à l'Union populaire des Émigrés, rassemblant la quasi-totalité des tendances des opposants au régime fasciste et publiant *La Voce degli Italiani*, journal de combat soutenant l'envoi de près de 5 000 volontaires italiens contre Franco et ses alliés¹².

À Toulouse, Silvio Trentin et Alexandre Marc, au sein du mouvement *Libérer et fédérer*, fondé en 1942, illustrent le versant fédéraliste européen des résistances. De même que les anciens combattants républicains de la

⁹ Jacques Grandjonc et Theresia Grundtner (dir.), *Zone d'ombres 1933-1944. Exil et internement d'Allemands et d'Autrichiens dans le sud-est de la France*, Aix-en-Provence, Alinea, 1990.

¹⁰ Klemens von Klemperer, *German Resistance Against Hitler. The Search for Allies Abroad, 1938-1945*, Oxford, Clarendon Press, 1992.

¹¹ Ursula Langkau-Alex, « L'année 1936 et le mouvement du front populaire allemand en exil », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1986, n° 7-8, p. 6-8.

¹² Henri Michel, *Les mouvements clandestins en Europe (1938-1945)*, Paris, PUF, 1965, p. 44.

guerre d'Espagne, les réfugiés communistes du Centre et de l'Est européen ont pu nourrir en hommes et en énergie les résistances locales, notamment dans le sud de la France ou dans la région parisienne. Par exemple, les femmes autrichiennes, en raison de leur connaissance de la langue allemande, ont été recrutées en France, à Paris, dans le Nord et dans le Midi fin 1942, dans le cadre du Front National de Libération, mais également en Belgique. Spécialement affectées au Travail antiallemand (TA), leur tâche consistait à approcher les soldats des troupes d'occupation en vue d'entamer un travail de persuasion antifasciste et de démoralisation à l'aide de discussions, de tracts et de journaux comme *Soldat im Westen (Soldat à l'ouest)*¹³. Après la Libération, quelques Autrichiens quittent la France et la Belgique pour s'enrôler dans le Bataillon autrichien de la libération en Yougoslavie. À Bruxelles, le Front autrichien de la Liberté (ÖFF) est fondé à l'automne 1943. Plus connue est l'action des Polonais en France. Parallèlement à la constitution d'armées polonaises, en France en septembre 1939 et en Angleterre à l'été 1940, en URSS en août 1941, des postes émetteurs radio, polonais et tchèques, sont installés sur le sol français et permettent l'organisation des réseaux de renseignements. C'est le cas du réseau franco-polonais F2 dont les effectifs s'élèveront à 2 800 agents en 1944¹⁴, implanté d'abord à Toulouse, centre de démobilisation des militaires polonais, du réseau Interallié (IS) qui en est issu¹⁵, ou encore de l'éphémère réseau Nurmi créé grâce au parachutage d'un officier

¹³ Irma Schwager, « L'engagement des femmes autrichiennes dans la Résistance-TA », témoignage publié in Paul Pasteur et Félix Kreissler (dir.), *Les Autrichiens dans la Résistance*, Rouen, Publications de l'université de Rouen, 1996, coll. Études autrichiennes n° 4, p. 43-49. Deux cents Autrichiens, hommes et femmes, auraient participé à la Résistance en France, 82 furent arrêtés, 46 sont morts en déportation ou en prison.

¹⁴ Léon Sliwinski, « Historique du Réseau F2 », s. l., 1976 ; colloque *La Pologne et la France dans la Guerre et la Résistance de 1939 à 1945*, Secrétariat d'État aux anciens combattants, 23-24 octobre 1975, Paris ; « Le Réseau F2 », *Revue historique de l'Armée*, n° 4, déc. 1952.

¹⁵ Roman Garby-Czerniawski, *The Big Network*, Londres, Ed. George Ronald, 1961.

polonais par le SOE dans le sud de la France, chargé de mission de renseignement et de sabotage et qui fonctionna de septembre 1941 à l'été 1942¹⁶.

Plus important est l'objectif du Bureau d'action continentale créé par le gouvernement polonais à Londres en novembre 1940, dont le périmètre embrasse l'ensemble du continent européen, mettant en contact les Polonais de Lisbonne avec les représentants de la Hongrie, de la Roumanie et de l'Italie, dans le but de préparer la défection des pays alliés de l'Axe. Il organise des réseaux de renseignement, de transmission de courriers et des filières d'évasion au Danemark ou en France où l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (POWN) est créée en mars 1941 sous la direction de l'ancien consul de Lille, Alexandre Kawalkowski, et qui se ramifie, à partir de fin 1942, en Belgique et en Hollande, conjuguant sabotages, propagande anti-allemande et services de renseignement, parallèlement à l'activité de l'Organisation militaire composée des débris de l'armée polonaise en France¹⁷. On peut également citer le groupe de partisans français en Slovaquie qui compte près de 200 prisonniers de guerre évadés et de déserteurs du STO, et la Brigade Stefanik de partisans en Slovaquie qui participe, à l'été 1944 jusqu'en février 1945, aux côtés de Slovaques, de Polonais et de Yougoslaves, à l'insurrection nationale slovaque¹⁸.

Aussi peut-on parler de résistances nationales auxquelles se mêlent des résistances déterritorialisées en diaspora, transnationales, constituées

¹⁶ Michael R. D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance. Le SOE en France, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2011, p. 267-268.

¹⁷ Tadeusz Wyrwa, *La Résistance polonaise et la politique en Europe*, Paris, Éditions France-Empire, 1983, p. 441-448.

¹⁸ Yves Durand, « Des Français dans des maquis étrangers », in François Marcot (dir.), *Lutte armée et Maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, vol. 167, 1996, p. 421-430 ; Georges Lannurien, « Les combattants français en Slovaquie (août 1944-février 1945) », *Revue Historique des Armées*, janv. 1984, p. 71-103. Voir également Miroslaw Kovarik, *La France militaire dans le soulèvement slovaque de 1944*, Paris, L'Harmattan, 2004.

d'émigrés antifascistes qui continuent le combat idéologique en dehors des frontières d'origine. Si le cadre d'apparition des résistances, tout comme les objectifs principaux, sont essentiellement nationaux, il surgit ici et là des connexions entre les organisations, notamment au niveau des zones frontières (y compris internes) dont il faut souligner la porosité, qui construisent un espace commun de référence sans doute idéalisé mais néanmoins important. Deux accords formels entre résistances sont connus. Le premier date de 7 mai 1944, en vertu duquel le *Comitato di Liberazione Nazionale per l'Alta Italia*, implanté dans le nord-est du pays, signe un pacte d'assistance mutuelle avec des délégués des troupes de Tito. Le second, établi entre le 12 et le 30 mai 1944, concerne le groupe *Resistenza* du Piémont et l'État-major de la région 2 (Marseille) des MUR (Mouvements Unis de Résistance). En plus d'accords militaires, une déclaration de solidarité politique proclame des objectifs communs comme « l'instauration des libertés démocratiques et de la justice sociale dans une libre communauté européenne »¹⁹.

Une commune tension vers le futur

Réaction individuelle avant d'être collective, le choix de l'engagement résistant articule les deux facettes de l'action : de l'individuel, du solitaire même, inscrit dans un collectif qui embrasse de vastes horizons. Cette articulation rend le travail clandestin particulièrement sensible à la répression qui travaille avec acharnement la fragilité du lien de confiance, d'homme à homme, tissé par les sociétés souterraines. Réponse aux urgences du moment, les différentes formes de résistance peuvent être appréhendées selon une progression commune. Filières d'évasion et de sauvetage, de Pologne en Hongrie, de Yougoslavie vers l'Italie ou la

¹⁹ Walter Lipgens, *Documents on the History of European Integration*, Berlin, Walter de Gruyter, 1985-1986, vol. 2, p. 660.

Suisse, de France par les Pyrénées²⁰ vers l'Espagne et l'Afrique, prenant en charge les prisonniers de guerre évadés, les aviateurs abattus en territoire ennemi, les personnes persécutées ; journaux clandestins²¹ ; réseaux de renseignements et de sabotage ; guérillas, lutte armée sous commandement unifié ou dispersé sont les étapes connues de l'émergence et du développement du phénomène. L'action, pétrie par l'attente, se décline partout en vue d'une même fin, à savoir la libération du territoire, selon trois principaux modes opératoires qui ouvrent des horizons variables et superposables : le sauvetage/refuge (filiales d'évasion et de protection) qui inscrit le présent dans le temps long de l'humanité ; la planification (propagande, renseignement, préparation à l'action et à l'insurrection, projets pour l'après-guerre) en vue de la construction de l'avenir à court ou moyen terme dans des espaces nationaux et internationaux emboîtés ; l'accélération (sabotages et action immédiate), impératif du présent pour un avenir connu d'avance, notamment pour les communistes²². Chaque nouvelle mesure allemande vient précipiter les choix individuels modelés par la chronologie des événements locaux, nationaux ou internationaux. « Sans le travail forcé en Allemagne, les persécutions, la contamination et les crimes, un petit nombre de jeunes gens seulement auraient pris le maquis et les armes » constate René Char²³. Précisons d'emblée que sans aide extérieure, notamment alliée, aucune résistance ne peut ni survivre ni se développer. Cette dépendance envers l'allié « du dehors »²⁴ s'explique par le besoin en argent, en armes, en matériel radio, en liaisons aériennes ou maritimes, mais également par la nécessité de consignes, de circulation d'agents, d'information et de

²⁰ Robert Belot, *Aux frontières de la liberté : Vichy, Madrid, Alger, Londres (1942-1944)*, Paris, Fayard, 1998.

²¹ On compte près de 1 500 titres en Pologne, environ 1 200 en France, 275 en Belgique et 500 au Danemark.

²² Alya Aglan, *Le Temps de la Résistance*, Arles, Actes Sud, 2008.

²³ René Char, « Note sur le maquis », 1944, in René Char. *Dans l'atelier du poète*, Paris, Gallimard, collection "Quarto", 1996, p. 373.

²⁴ Henri Michel, *Les mouvements clandestins en Europe...*, *op. cit.*, p. 18.

coordination des efforts dans le contexte d'une guerre mondiale. Par essence, le maillage des réseaux tissés spontanément de l'intérieur ou initiés de l'extérieur par les services secrets (Bureau Central de Renseignement et d'Action, Office of Strategic Services, Intelligence Service et plus particulièrement le Special Operations Executive créé, au sein du Ministry of Economic Warfare, en juillet 1940 dans le but de développer sabotages, subversion et propagande²⁵), aux compétences techniques variées (renseignement militaire, politique ou économique, sabotage) demeure d'une fragilité extrême face aux infiltrations et au *Funkspiel* (intoxication par voie de radio) organisé par les services allemands de contre-espionnage.

Ces étapes varient en fonction des régimes d'occupation mis en place dans l'Europe nazie et permettent de distinguer trois aires géographiques aux héritages politiques et culturels différents : l'Europe de l'Ouest et du Nord ; l'Europe du Sud et du Sud-Est ; l'Europe du Centre et de l'Est. Chaque groupe de territoires est administré en fonction de critères stratégiques et racistes nazis et de la place qui leur est dévolue dans le nouvel ordre européen²⁶. Seule l'exploitation économique intensive des territoires occupés reste le point commun de la politique menée par le Reich dans tous les territoires annexés ou envahis, celle-ci devant à la fois soutenir l'économie intérieure allemande et financer la poursuite de la guerre, devenue une longue guerre d'usure²⁷. Mais au-delà de la variation des contraintes politiques et sociales imposées par l'occupation, et au-delà de la tension essentielle en vue de la libération, entrent en jeu les relations

²⁵ David Stafford, *Britain and European Resistance, 1940-1945. A Survey of the Special Operations Executive, with Documents*, Oxford, The Macmillan Press Ltd, 1980 ; "Churchill, SOE and Northern Europe", in Robert Frank et José Gotovitch (dir.), *La Résistance et les Européens du Nord*, Bruxelles, CEGES/IHTP, 1994, vol. 1, p. 143-155 ; Nigel West, *Secret War: The Story of SOE, Britain's Wartime Sabotage Organisation*, Londres, Coronet, 1993.

²⁶ Yves Durand, *Le nouvel ordre européen nazi...*, *op. cit.*

²⁷ Klaus Hildebrand, *Le Troisième Reich*, Munich, New York, Londres, Paris, K.G. Saur, 1985, p. 75.

nouées par chaque État ou entité nationale avec leur passé et l'avenir escompté ou espéré. En tant que réflexes patriotiques, les résistances s'appuient, dans le discours ou dans la pratique, sur des références historiques combattantes héritées du passé, mobilisant des expériences proches comme celle de la Grande Guerre, dont le souvenir est resté vivace en Belgique, en Italie et dans le Nord de la France, ou plus anciennes : guérilleros espagnols contre l'occupation des armées napoléoniennes ; Carbonari italiens et luttes du *Risorgimento* contre les Autrichiens ; guerre populaire menée par les Russes contre les Français en 1812 ; Gueux hollandais en 1566 ; insurrections polonaises de 1830 et de 1863 ; francs-tireurs français de 1871 ; Tchetsniks de Mihailovic en Yougoslavie qui empruntent leur nom aux partisans serbes qui ont combattu contre les Turcs. En tant que projection dans le futur, plus ou moins proche de la libération, les résistances élaborent des modèles nationaux ou transnationaux, notamment européens, pour une partie d'entre elles. Toutes les résistances, minoritaires mais certaines de la victoire finale, se présentant comme des avant-gardes, nourrissent une même pensée infantile : de la guerre sortirait un monde meilleur assurant le bonheur de l'humanité entière. Idée tenace autour de laquelle se construit le premier roman de Romain Gary, rebaptisé *Éducation européenne*²⁸ :

²⁸ Romain Gary, *Éducation européenne*, Paris, Gallimard, 2002, (1^{re} éd. 1956), p. 273. Ce premier roman, rédigé pendant la guerre, entre deux missions, paru en juin 1945, a été soutenu avec enthousiasme par Maurice Nadeau, Raymond Queneau, Jean-Paul Sartre et bien d'autres. Il obtint le prix des Critiques 1945. Le maquis polonais fait figure de représentation symbolique de toutes les résistances et surtout de la résistance française. Le titre initial, *La Forêt engloutie*, est ensuite dépolonisé et européenisé après l'instauration d'une dictature communiste en janvier 1945. Cette modification peut être comprise comme l'expression d'une déception quant au sort de la Pologne d'après guerre, tout comme le titre du roman de Flaubert soulignait le caractère désabusé d'une *Éducation sentimentale*. Cf. Jean-François Hangouët et Paul Audi (dir.), « Romain Gary », Paris, *Les Cahiers de l'Herne*, 2005 ; Fabrice Larat, « L'idée d'Europe et la résistance au nazisme, le témoignage méconnu de la fiction romanesque », *Storia e memoria*, 2, 1997.

« Il n'y aura jamais plus de guerre, les Américains et les Russes allaient unir fraternellement leurs efforts pour bâtir un monde nouveau et heureux, un monde d'où la crainte et la peur²⁹ seraient à jamais bannies. Toute l'Europe sera libre et unie ; il y aura une renaissance spirituelle plus féconde et plus constructive que tout ce dont, dans ses heures les plus inspirées, l'homme ait jamais rêvé... »³⁰.

Les résistances et les frontières

Ces quelques remarques nous invitent à approfondir un aspect peu étudié des mouvements clandestins en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, à savoir la résistance des frontières ou plus précisément les circulations d'hommes et d'idées à travers les frontières. Si l'historiographie s'est à juste titre largement focalisée sur des perspectives régionales et nationales, qui demeurent prégnantes pour une analyse au plus près des réalités locales, il est possible désormais d'appréhender des échanges d'expérience et des solidarités à plus large échelle, dépassant les cadres nationaux. Dans la pratique du combat au présent, comme dans les projets de construction d'un avenir meilleur, les résistances prennent du champ pour se projeter de manière dynamique dans le temps comme dans l'espace qu'il s'agit de penser à travers l'expérience commune pendant et après la guerre. Il s'agit ainsi de promouvoir une nouvelle vision des résistances dans les territoires conquis par la Wehrmacht et de renouveler ainsi un champ historiographique qui dépasse les organisations et prendrait mieux en compte les initiatives individuelles et les groupes jusque-là invisibles.

²⁹ Allusion à l'article 6 du texte de la Charte de l'Atlantique.

³⁰ Romain Gary, *Éducation européenne...*, *op. cit.*, p. 274.